

Énergie pour l'allégement de la pauvreté au Sahel

Projet Intelligent Energy

Project Newsletter , 02/B, Lisbon, October 2005



Introduction

Dans le premier numéro du bulletin de liaison du projet IE4SAHEL on a affirmé que l'énergie est un aspect cruciale pour réduire la pauvreté et on a décrit le projet IE4SAHEL, un projet d'investigation e de coopération sur cette thème. Dans ce second numéro, on va aborder plus en détail la liaison entre énergie et pauvreté e sa relation avec la politique du développement, au niveau local ainsi qu'international.

Les sujets principaux de ce numéro sont:

1. Énergie dans l'agenda international;
2. La liaison entre énergie, pauvreté et genre;
3. Les réformes du secteur de l'énergie et les plans de réduction de la pauvreté;
4. Aperçu africain sur les possibles options à choisir.

1. Énergie dans l'agenda international

L'énergie a été uns des principaux sujets du Sommet Mondial sur le Développement Durable (World Summit on Sustainable Development - WSSD) tenu dans l'Afrique du Sud en 2002. Le Plan d'Implémentation de Johannesburg a souligné le rôle des services de l'énergie pour la promotion du développement durable et pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs). Le plan demande à la communauté internationale des efforts maximaux pour atteindre:

- a) une augmentation des numéros des personnes qu'ont accès à des formes modernes d'énergie;
- b) une plus grande implémentation des technologies de biomasse moderne;
- c) l'implémentation des programmes de gestion pour l'usage soutenable de la biomasse;
- d) l'implémentation des plans d'action pour la transition vers un usage plus propre de combustibles fossiles;
- e) le développement des politiques nationales et des règlements cadre appropriés;
- f) l'amélioration de la coopération internationale et régionale;
- g) Le développement des mécanismes financiers et techniques pour que les pauvres puissent accéder a ces programmes.

Dans le passé, l'importance de l'énergie pour le développement durable n'a pas été toujours complètement reconnue. Par exemple, en 1992, dix années avant Johannesburg, l'énergie n'était pas mentionné dans la déclaration du Rio, et aucun des Objectives du Millénaire pour le développement se rapportait directement à l'énergie.

Dans la Conférence du Rio en 1992 l'énergie été principalement débattue pour sa contribution sur l'environnement e les changements climatiques (et elle a joué un grand rôle dans le débat sur le protocole de Kyoto et dans la Convention des Nations Unie sur le Changement Climatique). Cinq années après Rio, la neuvième session de la Commission sur le Développement Durable des Nations Unies (CDD9) a travaillé extensivement sur l'énergie dans tous ses aspects. Néanmoins pendant CDD9 aucun objectif quantitatif, plan d'action ou instrument de support financier a été décidé a regard des aspects de l'énergie liés à la pauvreté. Dans le cadre du CDD9 il a eu aussi une tentative soutenue par plusieurs pays africains de fixer un objectif de "assurer jusque à 2015 l'accès à des formes modernes d'énergie aux moitié des deux billions de personnes qui ne l'ont pas encore" (Africa group 2002, WEHAB Working Group 2002). La stratégie de fixer un objectif pour l'énergie a été soutenue aussi par le PNUD (Programme des Na-



Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de la Commission européenne.

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations ci-après.

Box 1; L'énergie et les objectifs du Millénaire pour le développement(UN-Energy, 2005)

Objectives du Millénaire pour le développement	Liasons avec l'énergie
1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	La provision d'énergies modernes, comme l'électricité, est essentiel pour créer et soutenir, activités industrielles, transports, commerces, petites entreprises et pour l'agriculture. La majorité de la nourriture à besoin d'énergie pour être transformée, conservée et réfrigérée
2. Assurer l'éducation primaire pour tous	Pour attirer les professeurs dans les zones rurales c'est nécessaire que les écoles et les maisons soient électrifiées. L'illumination est nécessaire pour étudier après le coucher du soleil. Beaucoup d'enfants, surtout les filles, ne peuvent pas aller à l'école primaire car ils sont engagés dans la collecte du bois et de l'eau pour les nécessités de subsistance de la famille.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes:	L'indisponibilité des énergies modernes contribue à l'inégalité des genres. Les femmes sont responsables pour la majorité des activités de cuisine et pour la collecte et l'ébullition de l'eau.
4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	Les maladies provoquées par l'eau non bouillie et par la pollution intérieur liée à l'utilisation des énergies et des cuisinières traditionnelles contribuent directement à la mortalité des enfants.
5. Améliorer la santé maternelle:	Les femmes sont grandement affectées par la pollution de l'air intérieur et par les maladies liées à l'eau à la nourriture. La manque d'électricité dans les cliniques de santé, d'illumination dans les rues, et la servitude et les efforts physiques pour la collecte et le transport de l'énergie affectent grandement la santé maternelle.
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	L'électricité est nécessaire pour accéder aux télécommunications (radio, TV) qui peuvent diffuser importantes informations sur la santé publique. Les services médicaux ont grandement besoin d'électricité pour êtres effectifs.
7. Assurer un environnement durable	La production, distribution et consommation d'énergie ont des effets remarquables sur l'environnement local, régional et global. Systèmes d'énergie plus propres sont nécessaires pour limiter la pollution et pour assurer un développement durable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	La Sommet Mondiale sur le Développement Durable a demandé un partenariat globale entre le secteur publique, les agences du développement, la société civile, et le secteur privé pour assurer un développement durable, donc une partie importante est la provision des services de l'énergie qui soit abordables, fiables et soutenables.

tions Unies pour le Développement) mais le nécessaire consensus international n'a pas été trouvé.

Après la Conférence du Rio, l'énergie est devenue de plus en plus importante dans le débat international sur la pauvreté et nombreux projets, initiatives, études et publications ont été focalisés sur ce sujet (une sélection des plus importantes initiatives sur l'énergie et la pauvreté sera publiée dans la newsletter et sur le site web d'IE4Sahel). En 2004 les NUs ont crée une inter-agence spécifique - UN Energy - dont la première publication a été le brochure "The Energy Challenge in Achieving the Millenium Development Goals". Récemment le Secrétaire Général des NU, Mr Kofi Annan, en soulignant cette relation, a déclaré dans un rapport pour l'Assemblée Générale sur la promotion des énergie renouvelables:

Une des croissantes préoccupations de la communauté internationale c'est la persistante pauvreté d'énergie qui est en train d'empêcher sérieusement le développement socio-économique, en particulier dans l'Afrique sub-saharienne et dans des pays du Sud Asie, mais aussi dans plusieurs d'autres pays en développement, dont plusieurs Petits États Insulaires

en Développement. Dans les pays en développement a peu près 1,6 billion de personnes n'ont pas accès à l'électricité et environ 2,4 billions continuent a utiliser la biomasse traditionnelle pour cuisiner e se réchauffer, notamment dans les zones rurales. L'accomplissement de l'Objective du Millénaire de réduire pour la moitié, jusque à 2015, la proportion de la population mondiale avec moins de 1 Dollar par jour, est liée à la provision, à cette partie de la population, de l'accès à formes modernes d'énergie pour la satisfaction de leurs besoins primaires et pour la génération de revenu. Les systèmes de génération décentralisée avec les énergies renouvelables peuvent contribuer aux efforts pour l'éradication de la pauvreté, spécifiquement dans des zones caractérisées par une population rural grandement dispersé.

2. Les liens entre énergie, pauvreté et genre

L'énergie, dans ce contexte, n'est pas une question de technologie (qui est déjà bien développée, mais pas encore accessible a tous) , c'est plutôt une question de statut sociale, de développement économique, d'interaction entre les communautés locales avec leur environnement, et du potentiel d'optimisation de l'usage

des ressources locales. La réalité est que la part la plus pauvre de la population mondiale n'a pas accès aux services d'énergie modernes. La relation entre énergie et pauvreté se compose de plusieurs facteurs, dont on souligne les suivantes:

- 1) Accès aux services de l'énergie
- 2) Prix des services énergétiques abordables
- 3) Question de genre et participation des communautés locales

L'accès: dans le passé c'était le principal, sinon le seul, aspect de la pauvreté d'énergie qui a été affronté par les gouvernements nationaux (par exemple, avec des projets d'extension du réseaux électrique, ou des initiatives pour créer des infrastructures du marché pour les énergies modernes).

L'accès est le primaire problème dans les zones rurales; les infrastructures nécessaires pour transporter l'énergie électrique sont à haute intensité de capital et transporter les combustibles fossiles en zones éloignées, pas liées avec une fiable infrastructure de transport, c'est difficile et coûteux. Généralement le niveau de consommation est minimal et les consommateurs ne sont pas en condition de payer les coûts relatifs. Pour surmonter ces obstacles, la Banque Mondiale suggère la possibilité de subsidier les coûts de capital (mais pas les coûts opératives) pour améliorer l'accès à l'énergie (Saghir 2005). Pour les zones isolées avec des conditions environnementales favorables, l'utilisation des ressources locales renouvelables est souvent une solution avantageuse, parce que les technologies renouvelables, comme la biomasse ou le mini hydro ont généralement des coûts opératives très basses.

Prix des services abordables: la possibilité d'avoir accès aux services de l'énergie est rendu vain si leurs prix ne sont pas abordable. Cette problématique est typique pour les pauvres qui vivent dans des zones urbaines ou semi urbaines, relativement proches aux infrastructures énergétiques mais qui n'ont pas la possibilité d'y accéder dû aux hauts coûts de connexion. Souvent les pauvres peuvent uniquement choisir des types d'énergie relativement plus couteaux (comme le kérosène) car ils sont disponibles en petites quantités et avec des coûts de capital, initiales plus abordables. Le résultat est que souvent les pauvres payent un prix pour l'éner-

gie plus élevé, pas seulement en termes relatifs (par rapport à leurs possibilités économiques limitées) mais aussi en termes absolus, parce qu'ils sont obligés à utiliser des technologies pas efficaces, à acheter des combustibles en petite quantité ou de l'énergie électrique revendu par quelqu'un qui à la possibilité de payer les coûts fixes de connexion au réseaux électrique. Si on considère les coûts de transactions et le rendement, l'énergie pour les pauvres est plus chère que pour les non pauvres.

Question de genre: la question de genre est un facteur clé tant dans l'analyse de la pauvreté que dans ses propres aspects énergétiques, aussi bien si cette question a été pour longtemps sous-estimé. Entre les groupes sociaux désavantagés, les femmes sont souvent les plus vulnérables et exposées aux travaux les plus fatigants, comme la collecte de l'eau et de la biomasse nécessaire

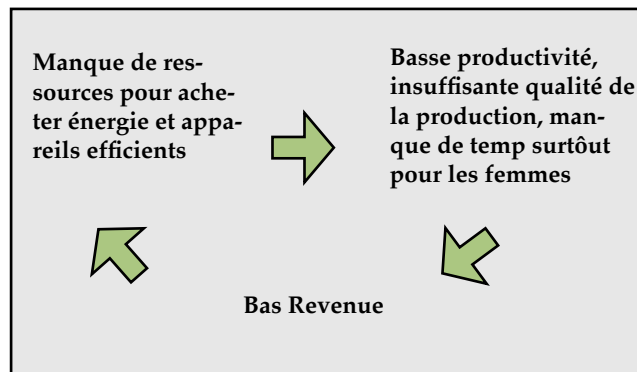
pour satisfaire les nécessités énergétiques de la famille, de la cuisine et du chauffage. Ce n'est pas seulement une activité qui occupe beaucoup de temps et d'énergie (qui pourrait être utilisé dans d'autres activités capables de générer revenue ou simplement dans l'amélioration de la qualité de la vie) mais il présente aussi des aspects de santé très graves.

Dans les maisons des pauvres, le bois est souvent utilisé dans des cuisinières très inefficaces, qui émettent des

fumées qui polluent l'air intérieur, et qui sont responsables pour nombreux maladies pour les femmes et les enfants (cfr: www.who.int/indoorair/en). Puisque la collecte des bois pour les exigences des familles est souvent une activité pas commerciale, et présente des difficultés de mesurage, son ordre de magnitude et son importance peuvent être sous-estimés dans les statistiques officielles de l'énergie et dans les plans énergétiques nationaux élaborés par les *policy-makers* (Clancy et al., 2002).

Dans les régions avec une forte pression de la population sur l'environnement (ou dans des écosystèmes délicats comme dans le Sahel), l'utilisation d'une façon non soutenable du stock de biomasse pour les activités de réchauffement et de cuisine, a des impacts très graves sur l'environnement et donc sur le niveau de vie des plus pauvres. Une augmentation de la désertification résulte dans la nécessité de plus de temps et plus d'énergie pour la collecte de bois chaque jour plus loin

Box 2: La liason entre énergie et pauvreté



(Source: élaboration à partir de Ramani and Heijndermas, 2004)

de la maison (ou d'utiliser des combustibles plus mauvais).

Cette question ouvre le thème de l'utilisation productive de l'énergie et de la recherche de modalités innovatrices pour le financement des technologies plus efficaces. Évidemment, pour échapper du cercle vicieux de la pauvreté, l'énergie doit être utilisée d'une façon productive qui peut générer une revenue suffisante pour repayer les coûts de l'énergie et aussi bien générer un surplus et donc créer un "cercle vertueux de l'énergie". Il y a des différentes opinions entre les experts d'énergie et du développement sur la possibilité que les petites communautés rurales peuvent auto-financer le passage pour des formes plus modernes d'énergie, en utilisant le revenue additionnel généré par les usages productifs de l'énergie. Par exemple, l'énergie électrique est fréquemment utilisée pour l'illumination, la conservation alimentaire et pour la communication (Tv, radio): activités qui habituellement ne génèrent aucune revenue directe. Il y a plusieurs facteurs qu'on doit considérer et la généralisation est difficile, dans ce contexte c'est nécessaire de penser globalement et aussi agir ayant en considération les différentes réalités locales. Dans tous les cas, la disponibilité des services d'énergie abordables est une condition de base pour développer des activités productives nécessaires pour échapper au piège de la pauvreté. L'énergie est donc nécessaire mais pas suffisante pour le développement.

La sous-évaluation du lien entre l'énergie et la pauvreté peut être responsable pour deux questions politiques opposées. D'un côté, des Plans Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (ou des plans du développement économique) qui ne considère pas suffisamment le composant énergétique de la pauvreté et, d'autre côté, des plans de réforme des politiques énergétiques qui n'adressent pas, ou mal, les conséquences des réformes sur les pauvres.

3. Réformes du secteur énergétique et Plans Stratégiques de Réduction des la Pauvreté.

Tous les pays en développement ont des histoires et des conditions différentes, mais récemment, beaucoup ont dû affronter des problématiques similaires: la pauvreté, l'épidémie de SIDA, l'instabilité économique et politique (si non la guerre), l'inefficacité de l'État, la faiblesse du secteur privé, les grandes variations des balances commerciales, les grandes dettes internationales, la dépendance de donateurs (et aussi les taux d'inflation élevés, la volatilité des devises, l'insécurité financière etc.).

Sous la pression de la communauté internationale et des institutions de Bretton Woods, plusieurs pays ont adopté des réformes institutionnelles et politiques similaires, dans la tentative d'adresser ces problématiques, avec différents degrés de succès.

Les politiques de réforme ont été supportées par la communauté internationale, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, surtout à travers les Plans d'Ajustement Structurel et, plus tard, avec les Plans Stratégiques de Réduction de la Pauvreté.

La logique derrière les PAS est la conviction qu'un marché libre est l'environnement le plus efficace pour adresser des ressources limitées aux usages productifs. Pour être efficace le marché doit être compétitive, correcte, et les prix doivent refléter les coûts économiques des biens et des services. Souvent les entreprises de propriété de l'État sont considérées moins efficacement gérées que les entreprises privées, donc des larges programmes de privatisations ont été mis en place, et les subsides et les barrières commerciales ont été enlevées (parce que ils déforment les signaux des prix).

Un correct environnement de marché est considéré la condition de base sur laquelle les initiatives économiques privées peuvent grandir, conduisant au développement économique et à des conditions de vie meilleurs.

Les PAS ont été critiqués pour leurs effets sur les plus pauvres. En particulier l'application du même modèle à plusieurs pays différents (*one fits all policy*) est aujourd'hui considéré inadéquate, et la conviction que le développement économique, par si même, soit capable de rejoindre les plus pauvres, (*trickle down effect*) c'est malheureusement révélé erroné dans plusieurs cas.

En plus, les politiques adoptées pour corriger les déséquilibres (et repayer la dette extérieure) ont souvent aggravé les conditions économiques, et les vies, de beaucoup de personnes. Une partie importante des PAS a été l'effort pour privatiser les services publics (eau, énergie, télécommunications, transports) qui à été adopté avec des différents degrés dans les différents pays en développement, incluse dans le Sahel.

Plus spécifiquement dans le domaine de l'énergie, les réformes adoptées ont suivi la direction d'un marché compétitif ouvert dont la structure verticale de l'industrie est fragmentée par différentes entreprises qui s'occupent de la génération, du transport et de la distribution de l'énergie électrique, et aussi la propriété des entreprises n'est plus totalement dans les mains de l'État, mais partiellement ou totalement dans les mains des entreprises privées, souvent étrangères. Dans cet arrangement, les règles du jeu sont décisives, et sont

établies par une institution réglementer indépendante, qui doit être créée *ex-novo* dans la majorité des cas. Le passage entre un Etat qui produit l'électricité et les règles et un Etat qui achète l'électricité et nomme des autorités indépendantes de réglementation est drastique et a été adopté avec des différents degrés d'implémentation dans les différents pays.

Les PASs ont été remplacés par Les Plans Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (PSRP), dont l'objectif est considérablement changé et qui, en plus, sont mieux configurés pour adresser les différentes situations de chaque pays (ils doivent être écrits par les gouvernements nationaux avec une méthodologie participative).

En plus, le succès dans l'implémentation du PSRP est une condition pour accéder à l'initiative HIPC (Heavily Indebted Poor Countries - Pays Pauvres Très Endettés) pour la réduction de la dette extérieure.

Ce qui est pas changé entre le PAS et les PSRP est la conviction qu'une entreprise privée est mieux gérée qu'une entreprise d'Etat, et donc qu'elle peut fournir un service meilleur ou alors des coûts réduits: ça a été aussi considéré le cas de l'industrie de l'énergie et donc la stratégie d'ouverture au marché et les privatisations des entreprises des services de l'énergie à été poursuivie, où possible. L'allègement pour les finances d'Etat des coûts de manutention des grandes entreprises nationales d'énergie, a été considéré une incitative supplémentaire.

Il y a un contraste possible entre les Plans Stratégiques de Réduction de la Pauvreté et les réformes du secteur énergétique: les PSRPs souvent ne s'occupent pas suffisamment des exigences énergétiques des pauvres et, d'autre côté, le bout des réformes de l'énergie n'est pas l'inclusion des pauvres mais la meilleure gestion d'une entreprise, et donc garantir un service fiable à des prix acceptables.

Dans la réalité, *moins de la moitié de tous les PSRP dans l'Afrique Subsaharienne présente des objectives spécifiques, et calendriers, pour adresser les exigences spécifiques des pauvres. Seulement une troisième des PSRPs ont réservées des ressources budgétaires dans leurs Mid Term Expenditure Framework pour les priorités nationales d'énergie. Les questions de l'énergie sont aussi sous-estimées dans le procès d'évaluation et monitoring national, comme lesquels qu'on trouve dans les OMD country report. Dans 80 Rapports Nationaux sur les Objectives du Millénaire pour le Développement seulement 10 mentionnent l'énergie au delà des discussions regardant l'environnement soutenable. (UNDP2005, Energizing the millenium developmet goals)*

À-propos des réformes du secteur de l'énergie, la Banque Mondiale déclare clairement que *c'est vitale de protéger les intérêts des pauvres pendant les réformes du secteur de l'énergie (Saghil WB2005)*. C'est donc nécessaire vérifier dans quelle ampleur ça a été accompli.

4. Aperçu africain sur les possibles options à choisir

On a vu que la provision des services modernes de l'énergie est fondamentale pour le développement social et économique, que dans plusieurs pays en Afrique une grande partie de la population n'a pas accès à ces services et que souvent les personnes le plus désavantagées utilisent une partie importante de leur temps et revenue pour s'approvisionner d'énergie, pas toujours d'une qualité approprié.

Environ 57% de la population en état de pauvreté (1,6 milliards de personnes), ou une quatrième partie de la population mondiale, n'a pas accès à l'électricité et une partie significative a un accès limité aux autres énergies modernes (kérosène, lpg, gaz naturel). La transition vers des formes plus modernes d'énergie a été lente, à cause des plusieurs facteurs en corrélation, comme la pauvreté, la manque de ressources internes pour développer les infrastructures nécessaires et réduire les barrières des coûts initiaux, la faiblesse du secteur privé et les barrières institutionnelles, légales et financières. C'est prévu, qu'en absence d'un changement des politiques et d'une croissance des investissements dans le secteur de l'électricité, en 2030, 1,4 milliards de personnes n'auront encore accès à l'électricité, dont une partie significative dans l'Afrique subsaharienne. (Modi 2005).

L'Afrique est bien consciente de défis qu'elle doit affronter, et plusieurs initiatives ont déjà été mises en place. Par exemple, un atelier régional sur l'électricité et le développement s'est tenu in Kenya le 13-14 juillet 2005, soutenue par GNESD, UNEP, UNDP, IEA et AFREPEN. L'objectif de l'atelier était d'explorer les options politiques pour étendre l'accès à l'électricité dans l'Afrique aussi bien que identifier les options spécifique pour adresser les exigences énergétiques des pauvres, surtout dans les zones rurales. Dans ce contexte, nombreuses options ont été formulées et différentes mesures urgentes ont été proposées aux gouvernements nationaux, comme:

- Création et publication d'un plan prioritaire pour l'électrification rurale
- Ouverture du marché de la génération, transmission et distribution de l'énergie, et établissement d'un propre cadre légal et institutionnel.
- Institution de mécanismes qui peuvent adresser la question du bas pouvoir d'achat des populations rurales, et donc l'opportunité d'introduire de la flexibilité

dans les coûts de connexion, en assurant au même temps la qualité du service et les standards de sécurité.

- Un règlement de marché qui délègue des fonctions aux agents proches des communautés et capables de juger les différentes situations locales.

Jusqu'ici la majorité des réformes dans l'Afrique sub-saharienne a été désignée pour améliorer les performances et attirer les investissements du secteur privé; avec des changements de type structurel et de propriété.

Bien que les investisseurs du secteur privé local, et en particulier les Petites et Moyennes Entreprises (PMEs), peuvent contribuer effectivement à ce procès, la majorité des réformes n'ont pas essayé de les faire participer activement. L'inclusion des PMEs peut renforcer le support local aux réformes, et des mesures spécifiques ont été proposées, comme:

- Provisions des modèles standardisés pour les contrats et les accords;
- Utilisations des mécanismes de distributions différents, comme des coopératives électriques et projets de communauté;
- Développement des standards techniques et environnementaux flexibles, en sauvegardant la sécurité;
- Promouvoir l'option de paiement en avance pour les services de l'énergie;
- Faciliter les mécanismes de vente de l'électricité au détail;
- Introduction des tarifs forfaitaires (comme en Inde);
- Unifier la distribution de l'énergie avec autres services commerciaux (comme en Kenya);
- Explorer des options de financement alternatives pour une électrification non conventionnelle.

Dans l'atelier, nombreuses options politiques ont été proposées pour assurer l'engagement des PMEs dans les procès d'électrification pour les pauvres, comme:

- Encourager les grands investisseurs et les PMEs à investir singulièrement ou dans des Partenaires Public Privé - PPP - (ça a été déjà expérimenté en Tanzanie, Inde, Afrique du Sud et Mauricie);
- Créer un environnement favorable pour les investissements privés, avec un propre cadre légal et institutionnelle, sécurité et accès aux informations appropriées et soigneuses (ça a été implémentée avec succès en Sénégal, Mauricie, Uganda, Ghana et Afrique du Sud);
- Promouvoir l'électrification des zones rurales spécifiques avec des subsides intelligents, tarifs différentiels et liaison des différents fonds pour l'électrification.

La majorité de ces mesures "urgentes" sont liées aux réformes du secteur énergétique national, et à la créa-

tion d'un cadre institutionnel, légal et financier qui est absent ou faible en plusieurs pays du Sahel. Cependant, à côté de l'encouragement des PMEs, il y a d'autres étapes que les pays du Sahel peuvent faire, pour adresser la demande des services énergétiques aux différents types d'utilisateurs et spécifiquement pour les pauvres. Ce thème est aussi rapporté par le Millenium Project des Nations Unies.

Options Stratégiques, Le Projet du Millenium.

Un article récent sur le rôle de l'énergie dans les pays les plus pauvres (Modi 2005), commissionné par le Projet du Millenium, recommande de fixer les suivantes objectives pour le 2015:

- Étendre l'accès à des formes d'énergie moderne à 50% desquels qu'au présent peuvent seulement utiliser la biomasse traditionnelle pour cuisiner. Supporter les efforts pour le développement et l'adoption des cuisinières améliorées, pour la réduction de la pollution intérieure et pour la production de biomasse soutenable.
- Accès à des formes modernes d'énergie pour tous les pauvres dans les zones urbaines et semi urbaines.
- Accès garanti à l'énergie pour tout les hôpitaux, les écoles et les centres communautaires.
- Accès à l'énergie mécanique dans la communauté pour toutes les communautés.

L'article suggère que ces objectifs puissent être atteints avec une stratégie nommée High Impact, Low Cost, Scaleable -HILCS- (Haut Impact, Bas Coûts, Scaleable or capable d'être augmenté proportionnellement). Les éléments de cette approche sont la base pour le cadre analytique de la stratégie régionale pour l'extension des services de l'énergie.

Kenya, Uganda, Rwanda et Tanzanie ont déjà établi un cadre de coopération au sein de la Communauté de l'Est Afrique et ils explorent des options HILCS. Les premières analyses démontrent que si la CEA rejoindrait les 4 objectifs pour l'énergie ci-dessus, un accès amélioré serait assuré pour environ 48 millions de personnes. Les options HILCS peuvent être accomplies avec un investissement de 1,4 billions USD, qui est très bas en comparant aux investissements traditionnels.

Les pays du Sahel peuvent suivre l'exemple de la CEA et l'approche HILCS, surtout parce qu'ils ont déjà établies des cadres de coopération, soit dans la Communauté Économique des Pays de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS), qui s'occupe d'énergie avec le West Africa Power Pool (WAPP), soit à travers des comités comme le CILSS. Les difficultés et les opportunités de la

stratégie d'extension proportionnelle, et aussi bien que quelques exemples de succès, sont analysés ci-dessous.

SCALING UP - difficultés et opportunités

- Capacité institutionnelle insuffisante pour développer des stratégies d'implémentation focalisées sur la réduction de la pauvreté qui soient nettes, efficaces et faisables.

- Inadéquade conscience sur l'importance de l'énergie pour adresser la pauvreté, manque d'une stratégie efficace pour adresser les objectifs du millénaire à travers d'une meilleure provision des services modernes pour l'eau, la santé et l'éducation.

- Ressources financières inadéquates dans plusieurs niveaux; inclui les fonds nécessaires dans les budgets nationales, l'engagement limité du secteur privé dû aux grands risques, et les réduites possibilités du micro crédit e du financement pour les individuels et les petits institutions.

- Coordination limitée entre les pays donateurs et une absence d'interventions stratégiques pour occuper l'espace entre la nécessité et la disponibilité de ressources financières pour les investissements en énergie.

D'autre côté, il y a déjà plusieurs expériences et structures sur lesquelles il est possible de construire, comme:

- Études approfondis sur la demande pour des services modernes de l'énergie: dans le Sahel la majorité des personnes utilise la biomasse traditionnelle, qui comporte, entre autres, des problèmes croissants de désertification.

-Il y a un grand potentiel pour des ressources énergétiques locales et renouvelables: comme le mini hydro, l'énergie solaire et le vent avec la possibilité de développer des marchés locaux.

- Des initiatives politiques déjà marchantes, comme la restructuration du secteur de l'énergie et le WAPP, qu'il doit essayer pour réaliser les suivants objectifs:

- Accords sur le cadre légal, réglementaire et institutionnel pour gouverner le commerce d'électricité entre les Etats membres;
- Coopération technique pour la stabilité et l'extension du réseau;
- Initiatives pour encourager l'investissement
- Un mécanisme pour régler les disputes

- Dans plusieurs pays on trouve des histoires de succès, de méthodes efficaces, fiables et économiques pour étendre l'accès à l'énergie, comme la distribution du LPG au Senegal, les programmes d'électrification en Tunisie et en Afrique du Sud et le plateformes multi-fonctionnelles en Mali.

- Le support des donateurs doit poursuivre, à partir des institutions comme la Banque Mondiale, le PNUD, l'EUEI.

En conclusion, l'extension des services d'énergie au plus pauvres est un pas important pour le développement humain et économique. Renforcer les politiques et le système des règles, augmenter les investissements, promouvoir les entrepreneurs locaux de l'énergie et renforcer la capacité des communautés rurales pour la génération décentralisée sont des mesures importantes pour le pays du Sahel. Plusieurs initiatives ont été prises, mais beaucoup doit être encore fait pour lier les micro expériences locales avec la formulation politique au niveau macro.

References:

- Africa Group, 2002. Draft African non-paper on implementation plans for the further implementation of agenda 21. WSSD prep Com III, New York, 3 April
- AFRPEPREN 2005. Proceedings of the "African Regional Workshop on Electricity and Development" held on 13-14 July, at the UN Complex, Nairobi, Kenya, , edited on August 2005, [downloaded from http://www.afrepren.org/gnesdworkshop.htm](http://www.afrepren.org/gnesdworkshop.htm).
- Clancy et al. *The Gender - Energy - poverty nexus*. DFID 2003
- ECOWAS 2005. Homepage <http://www.ecowas.int>
- Kofi Annan, 19 August 2005, UN News service
- Modi V., 2005. Energy services for the poor. Commissioned paper for the Millennium Project Task Force 1, downloaded from <http://www.columbia.edu/cu/mechanical/modi/MDPpaper.pdf>
- Ramani and Heijndermans. *Energy, Poverty and Gender*, World Bank 2003
- Saghir, *Energy and Poverty: Myths, Links and policy issues*. World bank 2005
- Spalding-Fecher, Winkler & Mwakasonda, *Energy Policy* 33 (2005), 99-112
- UNDP 2005. Achieving the Millennium Development Goals: The role of energy services. Case studies from Brazil, Mali and the Philippines. January 2005, New York.
- UNDP 2005. Scaling up Modern Energy Services in East Africa – To alleviate poverty and meet the Millennium Development Goals. Draft document for endorsement by EAC Energy Ministers, July 2005, New York.
- UNDP. Energizing the Millenium Development Goals, 2005
- UN-Energy, *The Energy Challenge for Achievieng the Millennium Development Goals*, 2005
- WEHAB Working Group, 2002. A framework for action on Energy, UNDP, August.
- WHO, indoor air pollution programme: <http://www.who.int/indoorair/en/>

Programme du projet

Le programme du projet est étalé jusqu'à la mi-2007, avec la tenue de deux principaux ateliers, ateliers que l'équipe du projet invite déjà les parties intéressées à inscrire dans leur agenda :

1er atelier – entre Mars et Avril 2006 à Niamey

2e atelier – Mars 2007 à Niamey

A côté de ces deux ateliers le projet est tenu d'amener les institutions impliquées à bâtir un réseau permanent entre les professionnels de l'énergie.

L'Équipe du Projet

Istituto Superior Técnico RGESD - IST Portugal	ESD - Energy for Sustainable Development Ltd Royaume Uni	CRES - Center for renewable Energy Sources. Grèce	ARC - AGHYMET Center Niger
Une équipe de recherche justifiant d'une longue d'expérience dans les domaines de la planification énergétique et des systèmes d'énergie renouvelable.	Entreprise de consultation justifiant d'une expérience dans les domaines des politiques énergétiques et des cadres réglementaires y relatifs	Centre national Grec pour les sources d'énergie renouvelable, l'utilisation raisonnable et l'économie d'énergie.	Institution spécialisée dans le domaine de la sécurité de nourriture et de la gestion des ressources naturelles dans la région du CILSS (Comité Permanent Inter - Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel).

Comment contacter l'Équipe du Projet

Pour avoir de l'information à jour sur le projet, visiter le **site Web** : <http://ie4sahel.energyprojects.net>

Pour contacter la coordination du projet, recevoir la bulletin, proposer des écrits pour publication, écrire à l'adresse : ie4sahel@energyprojects.net

Pour vos correspondances, utilisez le format ci-dessous :

Nom de Famille.....Prénom(s).....

Profession.....Société ou Institut.....

Adresse postale.....Code Posta.....VillePays.....

TéléphoneFax.....E-mail

Je suis intéressé par le projet IE4Sahel. Envoyez-moi une invitation pour les réunions publiques au sujet du IE4sahel.

Veuillez ajouter seulement mon nom à la liste d'expédition et envoyez-moi plus d'informations au sujet du projet IE4Sahel.

Envoyez à ARC – AGRHYMET Regional Centre P.O.Box 11011 - Niamey – Niger Fax: + 227 73 29 78 ou à

IST – RGESD - Mch. Dep. - Pv. de Mecânica I, 2º Andar Inst. Sup. Técnico - Avenida Rovisco Pais 1049-001 - Lisboa – PT Fax: +351 - 21 847 5545